

Roissy, le 26 mars 2010

Le 16 mars dernier, dans l'action commune de toutes les organisations syndicales, les agents étaient en grève et manifestaient devant la convention de l'encadrement sur les revendications suivantes:

- Retrait du plan en l'état
- Maintien des 160 postes statutaires
- Maintien en interne de toutes les activités d'IMO
- Refus de la sous-traitance

La presse s'en est fait l'écho dans ses colonnes. Ainsi la mobilisation a contraint la Direction générale à recevoir une délégation par deux fois. La première avec la DRH qui portait sur la forme et la seconde sur le fond du dossier avec Pierre Graff, lui-même, PDG d'ADP.

Entre ces deux délégations, l'assemblée de grévistes a voté nettement:

**Pour le retrait du plan,
Le maintien des 160 postes statutaires,
Aucun métier sensible à IMO,**

Nous reviendrons plus en détail et par écrit sur le compte rendu de cette délégation.

A Roissy, s'est tenu deux assemblées de compte rendu auxquelles ont participé plusieurs organisations syndicales et le mandat a été réaffirmé par les agents.

Considérant que la Direction a ouvert une possibilité de négociation, et que le PDG a affirmé vouloir faire un additif au dossier du CE prévu le 31 mars qui pourrait prendre en compte des remarques faites lors de cette délégation. Nous prenons acte et nous verrons.

Toutefois, nous appelons tous les agents à rester vigilant et mobiliser. C'est en ce sens que le syndicat FO ADP a déposé des heures d'informations syndicales (sur Roissy et Orly) au lendemain du passage au CE.

Soucieux de préserver l'action commune de toutes les organisations syndicales sur les revendications, nous invitons les organisations syndicales à y participer.

Heures d'informations autorisées et payées

ROISSY

De 10h30 à 11h30
Zone technique
Comité d'entreprise

ORLY

De 15h00 à 16h
Orly Tech
bâtiment 529 en salle intersyndicale

- [Lu dans Le Parisien](#)

Aéroports de Paris projette de supprimer 700 postes

SOCIAL. Les syndicats dénoncent le projet de restructuration du groupe et appellent les salariés à manifester aujourd'hui à La Défense.

LEHT-OUER, SEINE-SAINT-DENIS

Il ne s'agit que d'un projet, assure-t-on chez Aéroports de Paris. Mais l'annonce lancée il y a quelques jours en matière d'économie a suffi pour que cinq syndicats (SCTM, SICTAM, CFTC, CGT, CFE) appellent les salariés d'ADP à manifester, ce matin à La Défense (91400-Gennevilliers), où la direction montre ses cartes. À l'origine de cette grève : un plan absolu-ment à la suppression nette, d'une centaine de postes au sein d'ADP, la direction de l'immobilier du groupe qui emploie actuellement environ 500 personnes.

Un plan d'économies entre 2011 et 2015 qui se solderait par une réduction d'effectifs de 2 %

Les syndicats, surtout, redoutent que cette cure d'austérité ne compromette la première partie du vaste plan d'économies annoncé par ADP pour la période 2011-2015. Un plan qui prévoit de réduire les effectifs d'ADP SA d'un tiers de 2 % par an. Soit quelque 700 postes, la so-



GRÈVE (PARIS-ORLY). Le groupe Aéroports de Paris a des activités liées aux écoles et à l'immobilier. Les premières réductions de postes touchent ce secteur, les syndicats redoutent qu'il se dégrade que de l'annonce d'un plan plus vaste.

10/11/2011

ciété employant aujourd'hui 7 062 salariés sur les deux aéroports d'Orly et de Roissy d'entreprise gère aussi celui du Bourget en Ile-de-France. Admettant la nécessité de « compen-der dans un secteur en crise », la direc-tion d'ADP assure que « cela n'est acté ». « Il n'y aura aucun licenciement, la direction fera appel au volon-tariat en relogement une partie des salariés dans des métiers con-nexes », précise un porte-parole. Les syndicats, eux, ne l'entendent

pas de cette oreille et réclament le retrait pur et simple du plan d'économies. Un plan qui sera, ne justifie, à leur yeux : « L'immobilier génère les meilleures marges d'ADP SA », affir-ment-ils dans un texte commun. Dans les faits, 100 postes devraient être supprimés au sein des métiers de maintenance et d'assistance élec-trique, tandis que 65 postes d'ingénierie doivent être créés. « Il s'agit de développer d'autres métiers dans l'aménagement-développement, la gestion d'actifs, prendre une porte-

parole : « ADP se propose de faire des centres d'affaires, plus de tout d'assurer un réseau de service tra-vaux, dit-on. Pascal Piquart, délé-gué CFTC à Orly. Ses collègues, c'est de trouver un volontaire pour assurer la maintenance et la gestion du parc local ». Le dévoué à la maintenance, c'est aussi ce qui inspire le syndicat FO : « En fait, pour la direc-tion, c'est le statut du personnel im-mobilier dans son entreprise qui dé-terminait son rôle ».

syndicat immob

- [Extrait d'un courrier FO envoyé à la direction après la journée de grève.](#)

"(...) Une délégation composée d'agents élus par les salariés et des syndicats signataires du préavis de grève a été reçue par la Direction dans l'après-midi du 16. Nous avons appris que la Direction envisageait de ne pas décompter en grève l'après midi du 16 mars, après midi pendant laquelle nous avons été reçu en délégation par Pierre Graff, PDG d'ADP.

Par ce courrier, notre organisation souhaiterait préciser les choses. Pour notre part, si la grève a eu lieu, c'est parce que la Direction a refusé de répondre favorablement aux revendications, lors de la réunion de négociation sur le préavis de grève.

D'ailleurs, la motion commune signée par toutes les organisations syndicales le précise : (...) La direction a refusé de répondre à ces exigences alors que rien ne justifie ce plan. Alors que l'immobilier a des projets, que l'immobilier génère les meilleures marges d'ADP SA, la

direction s'entête à ne pas retirer son plan. (...) Dans ces conditions, les organisations syndicales SPE CGT ; SICTAM CGT ; CFE CGC ; CGT-FO ; SPASAP CFTD ; CFTC maintiennent les préavis de grève IMO et appellent les agents à manifester le 16 mars, devant la convention de l'encadrement. (...)

D'autre part, si la délégation a été reçue l'après-midi, nous estimons que c'est uniquement dû au fait de la Direction. En effet, c'est elle qui a donné l'heure et le lieu de la réunion.

D'ailleurs, la direction l'avoue elle-même en décidant de ne pas compter en grève les membres de la délégation. C'est pourquoi, vous comprendrez aisément que par soucis d'égalité de traitement avec nos collègues, nous demandons la généralisation de cette mesure à tous les agents IMO grévistes. (...)"

